

Les périodes visées à l'alinéa 1er sont, pour l'application du présent article, considérées comme des périodes d'activité professionnelle lorsque, au cours des périodes concernées, l'activité professionnelle de l'intéressé a été poursuivie en son nom par personne interposée.

**Art. 3.** Le remboursement visé à l'article 1er est effectué d'office par l'institution qui a perçu la cotisation spéciale temporaire après la communication des revenus professionnels de l'année 1983 visés à l'article 1er, faite par l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants à l'institution intéressée.

**Art. 4.** Le remboursement visé à l'article 1er est effectué au travailleur indépendant concerné, ou, en cas de décès, à ses ayants droit.

**Art. 5.** Notre Ministre des Classes moyennes et Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 29 décembre 1984.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes,  
L. OLIVIER

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,  
E. KNOOPS

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

F. 85 — 86

18 DECEMBRE 1984. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 9 septembre 1967 portant le règlement général relatif au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 1er août 1960 relative au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles, notamment l'article 6, 5°;

Vu l'arrêté royal du 9 septembre 1967 portant le règlement général relatif au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles, notamment les articles 64 à 66, l'article 67 modifié par l'arrêté royal du 27 juin 1978, et les articles 68 à 73;

Considérant que l'article 2 de l'arrêté royal n° 239 du 31 décembre 1983 relatif à certains comités et commissions du Ministère des Communications abroge l'article 8, alinéa 2, de la loi du 1er août 1960 relative au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. L'intitulé du chapitre VII de l'arrêté royal du 9 septembre 1967 portant le règlement général relatif au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles est remplacé par l'intitulé suivant :

« CHAPITRE VII. — De la commission des transports routiers »

§ 2. Les articles 64 à 70 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 64. La Commission des transports routiers, instituée auprès du Ministère des Communications est composée :

1° d'un président et d'un vice-président, son suppléant, nommés par le Roi en raison de leur compétence particulière dans le domaine des transports routiers;

2° de douze membres :

deux fonctionnaires de l'Administration des Transports nommés, ainsi que leurs suppléants, par le Ministre qui a le transport routier dans ses attributions;

De in het eerste lid bedoelde periodes worden, voor de toepassing van dit artikel, beschouwd als periodes van beroepsbezigheid wanneer, in de loop van de betrokken periodes, de beroepsbezigheid van de betrokkene in zijn naam werd voortgezet door een tussenpersoon.

**Art. 3.** De in artikel 1 bedoelde terugbetaling wordt ambtshalve uitgevoerd door de instelling die de bijzondere tijdelijke bijdrage heeft geïnd, na de mededeling van de bedrijfsinkomsten van 1983 bedoeld in artikel 1 door het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen aan de betrokken instelling.

**Art. 4.** De in artikel 1 bedoelde terugbetaling gebeurt aan de betrokken zelfstandigen, of, in geval van overlijden, aan zijn rechthebbers.

**Art. 5.** Onze Minister van Middenstand en Onze Staatssecretaris voor Middenstand zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 29 december 1984.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,  
L. OLIVIER

De Staatssecretaris voor Middenstand,  
E. KNOOPS

MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN

N. 85 — 86

18 DECEMBER 1984. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 september 1967 houdende algemeen reglement betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 1 augustus 1960 betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding, inzonderheid op artikel 6, 5°;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 september 1967 houdende algemeen reglement betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding inzonderheid op de artikelen 64 tot 66, op artikel 67, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 juni 1978 en op de artikelen 68 tot 73;

Overwegende dat artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 239 van 31 december 1983 betreffende bepaalde comités en commissies van het Ministerie van Verkeerswezen artikel 8, tweede lid, van de wet van 1 augustus 1960 betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding opheft;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen en Posten, Telegrafie en Telefonie, en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** § 1. De titel van hoofdstuk VII van het koninklijk besluit van 9 september 1967 houdende algemeen reglement betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding wordt vervangen door de volgende titel :

« HOOFDSTUK VII. — Commissie voor Wegvervoer »

§ 2. De artikelen 64 tot 70 van hetzelfde besluit worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 64. De Commissie voor Wegvervoer, ingesteld bij het Ministerie van Verkeerswezen is samengesteld uit :

1° een voorzitter en een ondervoorzitter, zijn plaatsvervanger, benoemd door de Koning op grond van hun bijzondere bevoegdheid inzake wegvervoer;

2° twaalf leden :

twee ambtenaren van het Bestuur van het Vervoer, benoemd, evenals hun plaatsvervangers, door de Minister tot wiens bevoegdheid het wegvervoer behoort;

un représentant de la Société nationale des chemins de fer belges nommé, ainsi que son suppléant, par le Ministre qui a le transport routier dans ses attributions;

trois délégués des transporteurs, trois délégués des travailleurs employés dans une entreprise de transports et trois délégués des usagers nommés, ainsi que leurs suppléants, par le Ministre qui a le transport routier dans ses attributions, sur présentation des organisations professionnelles les plus représentatives intéressées.

Art. 65. § 1er. La Commission délibère sur toute question relative au transport de choses par route dont l'examen lui paraît opportun et en fait rapport au Ministre qui a le transport routier dans ses attributions.

§ 2. La Commission est chargée de donner, à la demande du Ministre qui a le transport routier dans ses attributions :

1° un avis motivé sur toute question relative au transport de choses par route;

2° un avis sur la fixation des prix et des conditions de transport rémunéré de choses par route.

§ 3. 1° La Commission est également chargée de donner un avis motivé avant :

a) tout refus d'un certificat ou d'une autorisation de transport par application des articles 8, § 2, 24, § 2 et 39, § 3;

b) tout retrait d'un certificat ou d'une autorisation de transport par application des articles 10, 26 et 42.

2° Avant que la Commission ne donne l'avis prévu au 1°, le dossier est mis à la disposition de l'intéressé. Celui-ci peut comparaître en personne ou se faire assister ou représenter par un avocat ou par une autre personne agréée, dans chaque cas, par le président.

Art. 66. La Commission délibère valablement si la majorité des membres, outre le président ou son suppléant, sont présents.

Art. 67. La Commission peut consulter, convoquer à ses réunions ou associer à ses travaux toute personne dont elle désire prendre l'avis, notamment les représentants qualifiés des intérêts se rapportant au transport de choses par route ainsi que des organisations syndicales les plus représentatives; elle a la faculté de recourir au concours d'experts.

Elle peut se documenter auprès de toute personne privée ou de toute personne de droit public. Ces dernières répondent aux demandes d'information sous l'autorité du Ministre dont elles relèvent.

Art. 68. La Commission élabore son règlement d'ordre intérieur. Ce règlement est soumis à l'approbation du Ministre qui a le transport routier dans ses attributions.

Le Secrétariat de la Commission est assuré par les services de l'Administration des Transports.

Art. 69. Les avis sont émis à la majorité absolue des voix. En cas de partage des voix, celle du président ou celle de son suppléant est prépondérante. Les avis dissidents sont joints aux avis et transmis avec ceux-ci à l'autorité compétente.

Art. 70. Sans préjudice des autres indemnités qui peuvent leur être attribuées, le président, le vice-président et les membres de la Commission ainsi que les personnes consultées sont indemnisées des frais que leur occasionne l'accomplissement de leur mission, conformément aux dispositions en vigueur pour les agents de l'Etat. Pour l'application de celles-ci, le président et le vice-président sont assimilés aux fonctionnaires de rang 15 et les membres et les personnes consultées, aux fonctionnaires de rang 13. »

§ 3. Les articles 71 à 73 du même arrêté sont abrogés.

Art. 2. Notre Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 décembre 1984.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Communications  
et des Postes, Télégraphes et Téléphones,

H. DE CROO

één vertegenwoordiger van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, benoemd, evenals zijn plaatsvervanger, door de Minister tot wiens bevoegdheid het wegvervoer behoort;

drie vertegenwoordigers van de vervoerders, drie vertegenwoordigers van in een vervoerbedrijf te werk gestelde werknemers en drie vertegenwoordigers van de gebruikers, benoemd, evenals hun plaatsvervangers, door de Minister tot wiens bevoegdheid het wegvervoer behoort, op voordracht van de meest representatieve betrokken beroepsorganisaties.

Art. 65. § 1. De Commissie beraadslaagt over elke kwestie in verband met het vervoer van zaken over de weg waarvan het onderzoek haar nuttig schijnt en brengt er verslag over uit bij de Minister tot wiens bevoegdheid het wegvervoer behoort.

§ 2. De Commissie is belast met het geven, op verzoek van de Minister tot wiens bevoegdheid het wegvervoer behoort, van :

1° een gemotiveerd advies omtrent iedere kwestie in verband met het vervoer van zaken over de weg;

2° een advies over de vaststelling van de prijzen en voorwaarden van het vervoer van zaken tegen vergoeding over de weg.

§ 3. 1° De Commissie is eveneens belast met het geven van een gemotiveerd advies vóór :

a) elke weigering van een vervoerbewijs of een vervoervergunning bij toepassing van de artikelen 8, § 2, 24, § 2 en 39, § 3;

b) elke intrekking van een vervoerbewijs of vervoervergunning bij toepassing van de artikelen 10, 26 en 42.

2° Alvorens de Commissie het onder 1° bedoeld advies geeft, wordt het dossier ter beschikking van de belanghebbende gesteld, die zelf mag verschijnen of zich doen bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat of door een andere persoon, die in ieder geval door de voorzitter wordt aanvaard.

Art. 66. De Commissie beraadslaagt op geldige wijze bij aanwezigheid, buiten de voorzitter of zijn plaatsvervanger, van de meerderheid van de leden.

Art. 67. De Commissie kan elke persoon wiens advies zij wenst in te winnen, inzonderheid de bevoegde vertegenwoordigers van de belangen van het vervoer van zaken over de weg en de meest representatieve vakorganisaties, raadplegen, voor haar vergaderingen oproepen, of bij haar werkzaamheden betrekken; zij mag een beroep doen op de medewerking van deskundigen.

Zij mag zich documenteren bij elke private persoon of elke publiekrechtelijke persoon. Deze laatste antwoorden op de vraag om inlichtingen onder het gezag van de Minister onder wij zij ressorteren.

Art. 68. De Commissie maakt haar huishoudelijk reglement op. Dit reglement dient ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister tot wiens bevoegdheid het wegvervoer behoort.

Het Secretariaat van de Commissie wordt door de diensten van het Bestuur van het Vervoer waargenomen.

Art. 69. De adviezen worden bij volstrekke meerderheid van de stemmen uitgebracht. Bij staking van stemmen is die van de voorzitter of die van zijn plaatsvervanger beslissend. Minderheidsadviezen worden bij de adviezen gevoegd en met deze aan de bevoegde overheid bezorgd.

Art. 70. Onverminderd de andere vergoedingen die hun kunnen worden toegekend, worden de voorzitter, de ondervoorzitter en de leden van de Commissie evenals de geraadpleegde personen vergoed voor de kosten veroorzaakt door de uitvoering van hun opdracht overeenkomstig de voor het Rijkspersoneel geldende bepalingen. Voor de toepassing ervan worden de voorzitter en de ondervoorzitter gelijkgesteld met de ambtenaren van rang 15 en de leden en de geraadpleegde personen met de ambtenaren van rang 13. »

§ 3. De artikelen 71 tot 73 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 2. Onze Minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 december 1984.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Verkeerswezen  
en Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

H. DE CROO